

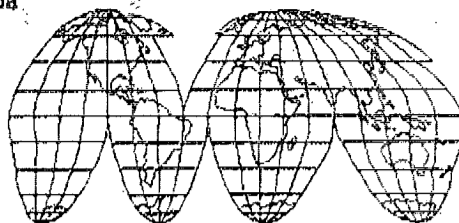


External Affairs and
International Trade Canada

Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

This Week
in Trade and
Foreign Policy



du 9 au 15 juillet 1992

Communiqués

M^{me} Flora MacDonald représentera le Canada à la Conférence du Pacifique-Sud

Le 10 juillet 1992, N^o 152

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, a annoncé que l'honorable Flora MacDonald, présidente du Conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), serait à la tête de la délégation canadienne qui participera à une rencontre des Partenaires du dialogue, Forum du Pacifique-Sud, les 10 et 11 juillet, à Honiara (îles Salomon). «Le Canada veut renforcer ses relations avec le Pacifique-Sud, a déclaré M^{me} McDougall. Le dialogue du Forum sera certainement une excellente occasion pour les dirigeants du Pacifique-Sud d'échanger de façon constructive sur des sujets d'intérêt commun, tels que le développement économique, l'environnement et les changements climatiques.» Le Forum du Pacifique-Sud a été créé en 1971, pour permettre aux États indépendants et autonomes de la région d'examiner divers problèmes et dossiers qu'ils ont en commun, tels que l'environnement, la sécurité commune et le commerce.

Le Canada nomme de nouveaux commissaires à la Commission mixte internationale

Le 10 juillet 1992, N^o 151

L'honorable Barbara McDougall, a annoncé la nomination de deux nouveaux commissaires à la Commission mixte internationale (CMI). M. James A. Macauley, c.r., et M. Gordon W. Walker, c.r., entameront dès maintenant un mandat de trois ans. «La CMI joue un rôle important dans les affaires limitrophes environnementales canado-américaines depuis plus de 80 ans, a précisé M^{me} McDougall. Cette organisation binationale s'est avérée efficace pour traiter des questions touchant la quantité et la qualité des eaux, de même que la pollution atmosphérique.» La CMI a été créée par le Traité des eaux limitrophes de 1909. Elle se compose de six commissaires, trois du Canada et trois des États-Unis. Elle administre le Traité et a une responsabilité importante en ce qui concerne l'application de l'Accord relatif à la qualité des eaux des Grands Lacs.

Nouvelles sanctions contre Haïti

Le 10 juillet 1992, N^o 150

L'honorable Barbara McDougall, a annoncé que le Canada avait adopté un nouveau règlement interdisant l'entrée des ports canadiens aux navires immatriculés en Haïti, ou aux navires qui violent l'embargo contre Haïti. Le règlement interdit également à tout navire immatriculé au Canada de mouiller dans un port haïtien pour charger ou décharger des marchandises. «Ce nouveau règlement renforce l'embargo international contre le régime illégal d'Haïti. Le Canada continuera de rechercher un large appui international, comme nous venons de le faire au récent Sommet du G-7 à Munich, en faveur de la restauration de la démocratie en Haïti», a déclaré M^{me} McDougall. La ministre a précisé que le but de ce règlement, adopté en vertu de la nouvelle *Loi sur les mesures économiques spéciales*, était de renforcer l'embargo de l'Organisation des États américains contre Haïti.

Crédit canadien pour le commerce avec le Kazakhstan

Le 10 juillet 1992, N^o 149

ALMA-ATA (Kazakhstan) -- L'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, et ministre du Commerce extérieur, a annoncé que le Canada avait ouvert un crédit de 20 millions de dollars pour le commerce avec le Kazakhstan, en vertu de l'article 31 de la *Loi sur l'expansion des exportations*. Les projets seront choisis par entente mutuelle dans les secteurs pétrolier, gazier et agro-alimentaire. «Le Kazakhstan renferme un potentiel économique impressionnant, grâce à ses importantes réserves de pétrole et de gaz et de divers autres minéraux, a dit M. Wilson. Les 42 compagnies qui m'ont accompagné à Alma-Ata témoignent à l'évidence d'un vif intérêt de la part d'entreprises privées canadiennes qui ont fait leurs preuves.» Le Canada croit que le soutien accordé par le secteur privé canadien à des projets viables est le complément nécessaire et efficace de l'aide des gouvernements occidentaux au renouveau économique dans les pays de la Communauté des États indépendants.

M^{me} McDougall en France pour des entretiens bilatéraux

Le 9 juillet 1992, N^o 148

L'honorable Barbara McDougall, effectuera une visite en France, les 13 et 14 juillet. «Cette rencontre intervient au moment où l'Europe s'apprête à resserrer sa cohésion interne, et le Canada entend poursuivre une collaboration étroite ainsi qu'un dialogue constant avec le partenaire européen de premier rang qu'est la France, a affirmé M^{me} McDougall. Nos deux pays ont été particulièrement actifs dans le dossier de la Yougoslavie au cours des dernières semaines, et nous poursuivons nos efforts pour un règlement pacifique de la crise», a ajouté la ministre. M^{me} McDougall s'entretiendra avec son homologue français, M. Roland Dumas, des divers aspects des relations entre les deux pays.

Déclarations

«La présente conférence constitue l'une des dernières étapes de l'élaboration du plan d'action qui aidera le Canada à relever les défis posés par la compétitivité et l'acquisition du savoir tout au long des années 90 et au tournant du siècle...Il se dégage nettement des consultations le fait que les Canadiens et Canadiennes veulent être maîtres de leur destinée, au lieu de subir une destinée choisie pour eux par le marché international. Les Canadiens et Canadiennes exigent des mesures urgentes pour ce faire. Qui plus est, ils le veulent, pas seulement pour se trouver de bons emplois, mais pour préserver, pour les générations futures, la qualité de vie qu'ils connaissent. Cela reflète les aspirations plus nobles des Canadiens et Canadiennes. C'est là, je crois, un objectif auquel peuvent souscrire tous les Canadiens et Canadiennes. Les participants, comme vous, aujourd'hui, ont contribué à l'établissement d'un plan d'action afin d'assurer la prospérité dans un contexte économique en évolution rapide. Cette démarche ne diffère pas de l'élaboration d'un plan opérationnel. Pour les Canadiens et Canadiennes, c'est une entreprise tout aussi essentielle à la probabilité de la réussite du Canada dans l'avenir, qu'un bon plan opérationnel l'est au succès de n'importe quel de vos organismes.»

Notes pour une allocution prononcée par l'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, à l'occasion d'une conférence parrainée par le Comité directeur de la prospérité : « Une stratégie pour la prospérité » à Edmonton (Alberta), le mardi 14 juillet 1992, N° 92/31.

«...Rien n'est plus sensé et plus naturel qu'une association entre les établissements canadiens d'enseignement postsecondaire et les entreprises du pays. Aucun partenariat ne peut contribuer davantage à la prospérité future du Canada que cette association normale du monde des idées et du monde de la pratique. Le partenariat et la coopération entre les établissements d'enseignement postsecondaire et les entreprises du Canada peuvent rehausser la compétitivité des entreprises et les aider à prospérer. Ils peuvent aider les collèges et les universités à fournir les compétences et les outils d'apprentissage dont les Canadiens ont besoin pour prospérer dans tous les secteurs, comme individus et comme membres de la société. Ils peuvent contribuer à faire du Canada un pays concurrentiel et prospère, avec une économie industrielle basée sur la connaissance. Le partenariat et la coopération entre les secteurs industriels et les universités ont prouvé depuis longtemps qu'ils peuvent favoriser l'exploitation de nouvelles possibilités pour les entreprises.»

Notes pour une allocution prononcée par l'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, devant le Bureau canadien de l'éducation internationale à l'occasion de l'inauguration du programme des sociétés affiliées à Ottawa (Ontario), le 14 juillet 1992, N° 92/30.

Nous ne pouvons accepter que des brutes obligent chaque semaine des milliers de personnes à quitter leurs foyers. Nous ne pouvons tolérer les horreurs que doivent supporter les citoyens de l'ancienne Yougoslavie qui sont torturés, violés ou contraints de vivre dans des conditions épouvantables pour les amener à quitter leurs foyers dans leur propre patrie. Monsieur le Président, Le monde se rappelle avec honte les atrocités commises par les nazis et il est tous les jours témoin d'horreurs semblables. Allons-nous laisser des idéologies racistes et expansionnistes l'emporter? Il faut arrêter les coupables. Nous demandons aux Nations Unies de déployer tous les efforts possibles pour assurer l'instauration d'un cessez-le-feu durable. Nous appuyons la Conférence de paix de la Communauté européenne (CE) et les efforts de la CSCE pour envoyer des missions spéciales chargées de surveiller le respect strict des droits de la personne au Kosovo, en Vojvodine et en Sandjak. Nous partagerons le fardeau lié aux flots de réfugiés et de personnes déplacées.

Allocution de l'honorable Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à l'occasion du Sommet sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki (Finlande), le 9 juillet 1992, N° 92/29.

À venir

- | | |
|------------------------|---|
| 23-25 juillet 1992 : | Réunion de l'ANASE à Manille (Philippines) |
| 11-12 septembre 1992 : | Réunion ministérielle sur la Coopération économique de l'Asie-Pacifique à Bangkok (Thaïlande) |
| 15 septembre 1992 : | Assemblée générale des Nations Unies (New York) |
| 14-15 décembre 1992 : | CSCE - Réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères (Stockholm) |

CA1
EA
T38
JUL 9-15
1992
DOCS



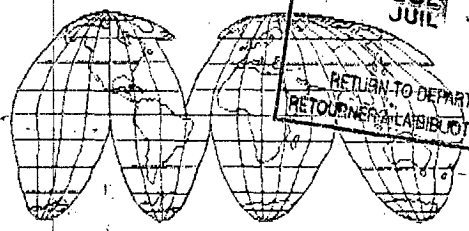
External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUL 17 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE



This Week in Trade and Foreign Policy
Le commerce et la politique étrangère cette semaine

July 9 to 15, 1992

NON - CIRCULATING
CONSULTER SUR PLACE

Press Releases

Flora MacDonald to Represent Canada at South Pacific Conference July 10, 1992, No. 152

The Secretary of State for External Affairs, the Honourable Barbara McDougall, announced that the Honourable Flora MacDonald, Chair of the Board of Governors of the International Development Research Centre (IDRC), would head the Canadian delegation to a meeting of South Pacific Forum Dialogue Partners in Honiara, Solomon Islands, July 10-11. "Canada is committed to strengthening its relations with the South Pacific," said Mrs. McDougall. "I believe the Forum Dialogue will provide an excellent opportunity to engage the leaders of the South-Pacific in a constructive exchange on areas of common interest such as economic development, the environment and climate change." The South Pacific Forum was established in 1971 to provide an opportunity for independent and self-governing states of the South Pacific to discuss a wide range of common issues and problems, such as the environment, common security and trade.

Canada Appoints New Commissioners to International Joint Commission July 10, 1992, No. 151

The Honourable Barbara McDougall announced the appointment of two new commissioners to the International Joint Commission (IJC). James A. Macaulay, Q.C., and Gordon W. Walker, Q.C., began three-year terms with the Commission immediately. "The IJC has played an important role in the transboundary environmental relationship between Canada and the United States for over 80 years," said Mrs. McDougall. "It has proven to be an effective binational organization for addressing water quantity, quality, and air pollution concerns." The International Joint Commission was created by the Boundary Waters Treaty of 1909. The Commission is made up of three commissioners from Canada and three from the United States. It administers the Boundary Waters Treaty and has an important responsibility in implementing the Great Lakes Water Quality Agreement.

Additional Sanctions Against Haiti July 10, 1992, No. 150

The Honourable Barbara McDougall announced new Canadian regulations prohibiting ships registered in Haiti, or ships violating the embargo against Haiti, from entering Canadian ports. The regulations also prohibit any ship registered in Canada from docking in Haiti to load or unload goods. "These new regulations strengthen the international embargo against Haiti's illegal regime. Canada will continue to seek broad international support, as we did at the recent G-7 Summit in Munich, for restoring democracy in Haiti," said Mrs. McDougall. The Minister said that the regulations, adopted pursuant to the newly passed Special Economic Measures Act, were designed to reinforce the Organization of American States-led embargo against Haiti.

Canadian Credit For Kazakhstan Trade July 10, 1992, No. 149

ALMA ATA, Kazakhstan -- The Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, announced that Canada has reserved a \$20-million credit for trade with Kazakhstan. The credit, made available under Section 31 of the Export Development Act, will be used for mutually agreed-upon projects in the oil/gas and agri-business sectors. "Kazakhstan holds impressive economic potential due to its large reserves of oil, gas and a variety of other minerals," said Mr. Wilson. "The 42 companies which have joined me in Alma Ata are clear evidence of the strong interest held by proven firms from the Canadian private sector," he added. Canada believes that support for viable projects involving the Canadian private sector is an effective and essential complement to the West's governmental assistance to economic renewal in the countries of the Commonwealth of Independent States.

McDougall in France for Bilateral Talks July 9, 1992, No. 148

The Honourable Barbara McDougall will visit France July 13-14. "The meeting takes place at a time when Europe is preparing to become even more close-knit. Canada intends to pursue close co-operation and continuous dialogue with France, a leading European partner," said Mrs. McDougall. "Our two countries have been especially active in regard to Yugoslavia in recent weeks, and we are continuing our efforts toward reaching a peaceful settlement of the crisis," she added. The Minister will talk with Mr. Roland Dumas, her French counterpart, about various aspects of France-Canada relations.

Statements

"This conference is one of the final stages in developing a plan of action that will help Canada meet the competitive and learning challenges of the 1990s and beyond ... The resounding outcome of the consultations is that Canadians want to be masters of their own destiny, not victims of a destiny decided for them by a global marketplace. Canadians have been demanding urgent action to do so. Furthermore, they want to do this, not merely to secure good jobs for themselves, but to preserve for future generations the quality of life they have enjoyed. This is a reflection of the nobler aspirations of all Canadians. I think it is a goal that every Canadian can endorse. They have contributed, as you are, to building an action plan for securing prosperity in a rapidly changing economic environment. Doing so is no different than developing a business plan. Canadians regard it as just as crucial to Canada's probability of success in the future, as a sound business plan is to the success of any of your organizations."

Notes for an address by the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, at a Conference Sponsored by the Steering Group on Prosperity "Strategy for Prosperity" (Edmonton, Alberta, July 14, 1992, No. 92/31, Check Against Delivery).

"No partnership makes more sense and is more natural than one between Canada's post-secondary institutions and business. None is more valuable to Canada's future than this natural pairing of the world of ideas and the world of making ideas a reality. Partnership and co-operation between Canada's post-secondary institutions and businesses can help businesses compete and prosper. They can help colleges and universities provide the skills and learning tools Canadians need to prosper in all areas, as individuals and as a society. They can help Canada compete and prosper as a knowledge-based industrial economy. Partnership and co-operation between industry and universities have long proven they can create new opportunities for business."

Notes for an address by the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, to the Canadian Bureau for International Education on the occasion of the inauguration of the Corporate Affiliates Program (Ottawa, Ontario, July 14, 1992, No. 92/30, Check Against Delivery).

"We do not accept that thousands and thousands of people are expelled each week from their homes by thugs. We do not tolerate the horrors endured by former Yugoslav citizens being tortured, violated or forced into horrible conditions to induce them to leave their homes in their own land. Mr. Chairman, the world recalls with shame the Nazi atrocities. Now we are witnessing similar horror daily. Are we going to let racist and expansionist ideologies prevail? We must stop the offenders. We request the United Nations to exert all efforts to ensure a long-lasting ceasefire. We support the European Community Peace Conference and CSCE efforts to send special missions to monitor the strict implementation of human rights in Kosovo, Vojvodina and Sandjak. We will share the burden that results from mass flows of refugees and displaced persons."

An Address by the Honourable Barbara McDougall, Secretary of State for External Affairs, to the Conference on Security and Co-operation in Europe Summit (Helsinki, Finland, July 9, 1992, No. 92/29, As Delivered).

Upcoming Events

July 23-25, 1992:	ASEAN meeting (Manila, Philippines)
September 11-12, 1992:	Asia Pacific Economic Co-operation Ministerial Meeting (Bangkok, Thailand)
September 15, 1992	United Nations General Assembly (New York)
December 14-15, 1992	CSCE Council of Foreign Ministers Meeting (Stockholm)

Additional copies of the above documents can be ordered through External Affairs and International Trade Canada at (613) 993-6435 or toll-free at 1-800-267-8376. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Trade and Foreign Policy Communications Bureau of External Affairs and International Trade Canada.